

ECONOMIE

L'épargne à 13% du PIB en 2014

• L'encours s'établit à 130 milliards de DH

• Mais le rendement s'est nettement réduit

Il est considéré comme le placement qui tient le plus à cœur aux ménages. L'encours des comptes d'épargne (compte sur carnet et compte d'épargne nationale) a grimpé de 10 milliards de DH en 2014 à 130 milliards. Cela équivaut à 13% du PIB. Il a été rehaussé de 2 milliards de DH de plus au terme du premier trimestre 2015. Pourtant, la rémunération du

produit reste en quasi-stagnation sur les dix dernières années. Leur rendement sur un an s'est nettement réduit. Il passe de 3,74% en 2013 à 3,01% en 2014. Le taux des comptes sur livret de la caisse d'épargne nationale a baissé, quant à lui, de 0,4 point, passant de 2,4% à 2% sur les mêmes périodes. Le rendement de ces placements a ainsi été affecté par la baisse des taux obligataires, calculé sur la base de la rémunération des bons du Trésor à 52 semaines.

En un an, les taux obligataires ont reculé de 2 points de pourcentage sur certaines maturités. Le mouvement profite ainsi aux assureurs dont plus de 48% des placements sont réalisés sur le marché obligataire. En effet,

Taux des comptes sur carnet



Source: DEPF

Le rendement des comptes sur carnet se maintient aux alentours de 3%. Performance moindre pour le taux du compte d'épargne nationale (CEN) impacté par la baisse des taux obligataires. Les deux produits totalisent un encours de plus de 132 milliards de DH à fin janvier 2015

lorsque les taux baissent, les anciennes obligations prennent de la valeur. En assurance-vie, les compagnies continueront à privilégier les placements en obligations car elles doivent sécuriser l'épargne des assurés quelle que soit l'évolution des taux. Les assureurs se positionnent principalement sur les bons du Trésor, les émissions des banques ou encore celles des établissements publics (émissions garanties par l'Etat).

Malgré le recul des taux d'intérêt, les autres produits d'épargne peinent toujours à concurrencer le compte sur carnet et le CEN. Les plans épargne actions (PEA), logement (PEL) et éducation (PEE) ont déjà montré leur limite. Les investissements dans ce type de produits restent faibles. Leurs cotisations se sont établies à 18 milliards de DH à fin juin 2014. Le cumul de ces placements a augmenté de 3 milliards de DH par an sur les trois dernières années. Les dépôts à terme, eux, marquent une hausse de 1,66 milliard de DH en moyenne entre 2011 et 2013.

La progression de l'encours est relative aux arbitrages des banques. Actuellement, certains ne souhaitent pas rémunérer les dépôts et préfèrent emprunter sur les marchés compte tenu du niveau attractif des taux.

Cependant, les taux de refinancement de Bank Al-Maghrib, stagnant entre 2003 et 2011, ont baissé de 0,06 point en 2014. Ils sont actuellement à 2,94% pour le taux d'appel d'offres, 3,94% pour les avances à 24 heures, 1,93% pour les dépôts à 24 heures et 2,43% pour les taux des reprises de liquidité. □

A. Lo

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com